

Octobre et l'histoire

Jean-François Cardin

Volume 32, Number 5 (191), October 1990

Octobre 1970 : Le Québec en otage

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/31932ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Cardin, J.-F. (1990). Octobre et l'histoire. *Liberté*, 32(5), 53–75.

JEAN-FRANÇOIS CARDIN

OCTOBRE ET L'HISTOIRE

Longtemps, j'ai cru que la plus importante valeur d'une société juste et sa principale caractéristique étaient la liberté et son exercice.

Pierre Elliott Trudeau¹

Octobre 1970 occupe une place de choix dans notre mémoire collective. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à voir la fébrilité qui s'empare de la gente intellectuelle et journalistique à l'approche de ce vingtième anniversaire de l'événement. Nombre d'articles, de «numéros spéciaux», d'émissions de télévision et d'ouvrages y ont été ou y seront consacrés. Le souvenir est là, bien gravé, parfois au fer rouge, particulièrement dans la conscience de ceux qui, aujourd'hui âgés de plus de trente-cinq ans, ont vécu à fleur de peau ce qu'ils percevaient alors comme la grande aventure du peuple québécois, cette vaste entreprise de modernisation et d'émancipation que l'on a appelée la Révolution tranquille. Déjà, il y a dix ans, une excitation semblable menait à l'établissement d'un premier bilan, alors que trois enquêtes gouvernementales (Keable, Duchaine et McDonald) stimulaient la réflexion. De nombreux analystes et acteurs de l'événe-

1. Pierre Elliott Trudeau et Thomas S. Axworthy, dir., *Les Années Trudeau: La recherche d'une société juste*, Montréal, Le Jour, 1990, p. 381.

ment y sont alors allés de leurs considérations et, dans certains cas, de leurs justifications à postériori. Je pense par exemple à Jean Marchand, ex-membre du cabinet fédéral et grand agitateur d'épouvantails lors des événements, qui avoue piteusement en 1981 que le fédéral, avec la Loi des mesures de guerre, avait inutilement «mobilisé un canon pour tuer une mouche»². Dans une perspective nettement moins expiatoire, un autre ex-ministre fédéral, Marc Lalonde, déclarait récemment que la disparition du FLQ et l'anéantissement du terrorisme au Québec résultaient au contraire de l'attitude ferme et de l'action vigoureuse du gouvernement fédéral en octobre 1970.

Ce genre d'intervention met en lumière un trait particulier à ce type d'événements relativement récents: ils sont encore la proie de ceux qui y ont participé comme acteurs, lesquels, dans leur intérêt, ont tendance à orienter l'opinion publique, pendant qu'il en est encore temps, vers des interprétations qui leur soient favorables. Ainsi, depuis quelques années, on sent chez nos carriéristes québécois à Ottawa — il s'agit presque toujours d'ex-membres du gouvernement Trudeau — la volonté de s'assurer que l'interprétation publique de l'histoire récente du Québec corresponde à la leur et qu'elle véhicule une image favorable de leurs actions³. Négociations constitutionnelles — dont la ronde de 1981-1982 —,

2. *Le Devoir*, 9 octobre 1981, p. 18.

3. Lors du lancement récent de son ouvrage, M. Trudeau déclarait le plus sérieusement du monde avoir voulu écrire «la vraie histoire», après avoir constaté que d'autres politiciens avaient pris sur eux d'écrire l'histoire à leur façon, «à travers leur prisme déformant» (*Le Devoir*, 21 mars 1990, p. 8, et 22 mars 1990, p. 2). Est-ce à dire que M. Trudeau et ses collègues ne justifient pas leur œuvre à travers leur propre «prisme déformant»? L'ex-premier ministre ne semble pas comprendre la différence entre l'histoire et la mémoire: la seconde est par nature subjective et justificatrice (ce qui ne veut pas nécessairement dire malhonnête), et elle ne constitue qu'un matériau parmi d'autres utilisés par la première.

centralisation et rôle du gouvernement fédéral, référendum de 1980, sentiments souverainistes et fédéralistes des Québécois, etc., tous les sujets et tous les événements importants — surtout ceux où leur rôle reste mal vu dans l'opinion — sont en voie de réinterprétation publique par nos révisionnistes intéressés⁴. Tout à fait naturelle chez d'anciennes personnalités publiques, une telle entreprise n'a rien de condamnable en soi; elle peut même s'avérer enrichissante pour l'histoire. En autant, toutefois, que l'on ne confonde pas la vente de souvenirs avec l'enquête historique.

Comme on l'a vu, le phénomène felquiste et la crise d'Octobre 1970 sont visés par cette entreprise de rééducation des masses. Un travail de remise en perspective s'impose donc. Maintenant que la distance du temps permet d'y voir plus clair, les historiens ne doivent-ils pas, à la suite des politicologues, des criminologues et des sociologues, aborder le sujet dans la perspective qui est la leur? C'est dans cet esprit que je propose ici cette courte synthèse historique de la question. Je relaterai d'abord à grands traits les événements eux-mêmes, puis analyserai tour à tour quelques thèmes et questionnements qu'ils ont suscités.

Une trame événementielle à haute teneur dramatique

À lire le récit des événements d'Octobre 1970, on est d'abord surpris par le caractère éminemment dramatique de ce scénario, digne des plus grands auteurs de série noire. Les rebondissements sont nombreux et spectaculaires, les moments graves sont suivis d'épisodes burlesques, l'excitation et l'émotion se conjuguent pour donner à cette période une couleur tragique et indélé-

4. La synthèse et le point culminant de cette offensive médiatique fut bien sûr la publication, l'hiver dernier, du livre de P.E. Trudeau et al., cité plus haut.

bile. De ce point de vue, rarement notre histoire récente aura-t-elle produit un événement aussi riche. Pour l'historien, Octobre 1970 représente un très dense tissu d'événements dont il faut retrouver le droit fil. Relevons d'abord les temps forts qui balisent cette trame événementielle⁵.

Après un été chaud et relativement calme, la nouvelle de l'enlèvement du diplomate britannique James Cross par la cellule Libération du FLQ, le matin du 5 octobre, devient aussitôt une «affaire» d'envergure dans les médias. (Ces derniers, particulièrement la radio, plus rapide et plus souple, ont d'ailleurs fortement contribué à soutenir la tension et à accroître l'impact de l'événement dans la population et auprès des pouvoirs publics.) Les ravisseurs ont comme principales exigences la lecture d'un manifeste politique, la libération de vingt-trois «prisonniers politiques» et un sauf-conduit pour Cuba. Contrairement à une manifestation politique ou à l'éclatement d'une bombe, un enlèvement comporte un élément de suspense sur lequel les médias, avec la complicité des ravisseurs eux-mêmes, sauront jouer. Néanmoins, au cours des premiers jours, les réactions se font relativement calmes et pondérées, tant de la part des «autorités en place» — selon l'expression des ravisseurs — que de la population et des analystes.

Par suite de la lecture du manifeste du FLQ sur les ondes, le 7 octobre, l'expectative du début fait place à une certaine excitation au sein de la population. À leur grande surprise, alors qu'elles prévoyaient un rejet sans appel du FLQ et de ses idées, les autorités constatent au contraire que le document suscite — particulièrement sur les lignes ouvertes — un certain courant de sympathie envers les objectifs — mais non les moyens — des

5. Pour la base factuelle, nous renvoyons le lecteur à l'excellent ouvrage de Louis Fournier, *FLQ: Histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, 509 p.

ravisseurs⁶. Cette vague de sympathie, qui s'affirmera les jours suivants, inquiète le cabinet fédéral qui avait notamment autorisé la diffusion du manifeste en croyant qu'elle nuirait à la cause des ravisseurs. On craint une «escalade», notamment de la part des militants des groupes de gauche et des étudiants⁷.

La première grande commotion survient trois jours plus tard, le soir du 10 octobre. Quelques minutes après que les gouvernements eurent servi un non final et sans équivoque aux demandes des ravisseurs de Cross, une nouvelle incroyable se répand : le ministre Pierre Laporte vient d'être enlevé à son tour, par une deuxième cellule du FLQ, la cellule Chénier. Ce qui jusque-là n'était que des «événements» bascule dans la crise sociale et politique. La promptitude du FLQ à riposter et l'apparente facilité avec laquelle ce deuxième rapt semble avoir été mené — alors qu'en fait il est superbement improvisé — donnent l'impression que les terroristes sont beaucoup plus puissants et organisés qu'ils ne le sont en réalité. Le gouvernement québécois, qui jusque-là était resté en retrait et avait dans l'ensemble adhéré à la ligne dure du fédéral, est fortement ébranlé par le kidnapping d'un de ses membres. Le soir du 11 octobre, Robert Bourassa laisse entrevoir devant les caméras l'ouverture de négociations avec les ravisseurs. Un certain soulagement se répand alors dans la population, tandis que divers groupes modérés, dont *Le Devoir* et le PQ, appuient la position du gouvernement Bourassa.

À Ottawa et à la mairie de Montréal, cet «effritement de la volonté populaire» québécoise est vu d'un mauvais œil. On «appréhende» également l'«insurrection» de cer-

6. Jean-François Cardin, *La Crise d'Octobre 1970 et le mouvement syndical québécois*, thèse de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1985, p. 102-103.

7. Gérard Pelletier, *La Crise d'Octobre*, Montréal, Éditions du Jour, 1971, chap. IV, p. 121-145.

tains groupes de gauche et d'agitateurs qui, profitant de la situation, pourraient déclencher des manifestations pouvant conduire à l'anarchie. Le recours à l'armée et à une loi d'exception est dès lors sérieusement envisagé par le cabinet Trudeau. Mais les pourparlers s'enlisent et ne semblent pas devoir aboutir. Le 14 octobre, face au piétinement des négociations et dans la crainte d'un coup de force du gouvernement fédéral, un groupe de quinze personnalités québécoises des milieux politique, syndical et universitaire affirment solennellement le caractère québécois de la crise en cours et appuient la négociation. Pour le cabinet Trudeau c'en est trop, d'autant plus que circule dans certains cercles de la capitale outaouaise la rumeur d'un «complot» tramé par ces personnalités dans le but de renverser le faible gouvernement Bourassa⁸. Cédant à la panique ambiante et bien disposées à croire les rapports exagérément alarmistes que lui soumettent les forces policières, les autorités fédérales décident de frapper un grand coup.

Même si le déploiement de l'armée canadienne sur le territoire québécois a en fait débuté la veille, ce n'est que le matin du 16 octobre, alors que cette décision est jumelée avec l'adoption durant la nuit de la Loi des mesures de guerre et avec la vague d'arrestations qui en découle, que la population ressent vraiment le choc de l'occupation militaire. L'effet recherché est en partie obtenu: dans la population, la peur fait place à l'excitation bienveillante et, pour quelques jours, on n'entend plus tellement de réactions de sympathie envers les buts poursuivis par le FLQ. Si le gouvernement agit aussi énergiquement, se disent monsieur et madame Tout-le-monde, il doit bien avoir ses raisons. La police, frustrée et débordée après une semaine et demie de vaines recherches, s'en donne à cœur joie, d'autant plus qu'elle a

8. Jean-François Cardin, *op. cit.*, p. 142-146.

l'appui sans équivoque du pouvoir politique: à partir de critères d'arrestation qui donnent droit à tous les abus, entre 450 et 500 personnes sont arrêtées sans mandat et détenues sans procès pour des périodes allant de quelques heures à quelques semaines. S'il fallait choisir, dans cet enchaînement d'événements tous plus aberrants les uns que les autres, celui qui confère à Octobre 1970 une place de choix dans nos annales politiques, je choisirais sans hésitation cette inqualifiable suppression des libertés fondamentales et la vague d'arrestations qu'elle cautionna.

La réponse du FLQ, le soir du 17 octobre, est encore plus terrible et insensée. Les geôliers de Laporte étrangent leur otage (alors que l'enlèvement du ministre ne devait servir qu'à appuyer l'action des ravisseurs de Cross, qui, eux, n'ont jamais envisagé de tuer le diplomate). C'est le deuxième électrochoc de cette lourde semaine et la crise atteint dès lors son paroxysme. Le FLQ perd virtuellement tout ce qui pouvait lui rester de sympathie dans la population et, sur le coup, son geste semble même donner raison aux autorités. Mais la désapprobation qu'inspire désormais l'acte des terroristes n'empêche pas, au cours des jours et des semaines qui suivent, l'organisation autour des centrales syndicales d'un mouvement d'opposition aux mesures de guerre et aux arrestations; les centrales refusent de sacrifier à la logique du pouvoir, selon laquelle la dénonciation de la suppression des libertés est un appui au FLQ.

La tension diminue considérablement par la suite, malgré la détention prolongée de Cross. Après un long et patient travail d'enquête, qui ne doit en rien aux dispositions de la loi d'urgence et encore moins aux arrestations, la police repère le lieu de séquestration du diplomate, qui recouvre sa liberté le 4 décembre. Ses ravisseurs obtiennent un sauf-conduit pour Cuba. Enfin, le 28 décembre, les membres de la cellule Chénier, ca-

chés dans une ferme de la Rive-Sud de Montréal, se rendent sans résister aux policiers qui ont découvert leur tanière, encore une fois à la suite d'une enquête classique. L'armée se retire le 4 janvier, tandis que l'état d'exception est prolongé jusqu'en avril 1971. Durant l'hiver, de longs et tumultueux procès mènent à la condamnation des ravisseurs de Laporte à de lourdes peines. Voilà donc, ramené à sa structure de base, l'essentiel de ce que l'on a appelé la crise d'Octobre 1970. Notre objet d'étude étant bien situé, passons maintenant à l'analyse de quelques questions qu'il soulève du point de vue historique.

Octobre 1970: la fin d'une époque

Octobre 1970 n'a rien du cheveu sur la soupe. Même à l'époque on ne pouvait pas dire que l'annonce de l'enlèvement de James Cross prenait tout le monde par surprise. Plusieurs, à commencer par les pouvoirs en place, y ont vu la confirmation d'une appréhension selon laquelle le FLQ s'apprêtait à frapper un grand coup. Avec le recul, on constate que la crise d'Octobre survient au sommet d'une période d'agitation sociale, marquée au sceau de la contestation tous azimuts de l'autorité, qui s'affirme à partir de 1965-1966. Dans cette escalade, où la violence évolue en forme de crescendo, l'enlèvement d'un diplomate britannique semble s'inscrire davantage dans une continuité que marquer une rupture⁹.

Ce mouvement s'inscrit d'abord dans un contexte international de contestation qui touche tout l'Occident. L'Europe et l'Amérique du Nord vivent alors une période de mutation profonde, caractérisée notamment par la liquidation de l'héritage colonial et un rejet violent, par la jeunesse, des valeurs et tabous traditionnels

9. Pour cette section, voir *Ibid.*, p. 69-102.

à l'égard de l'autorité, du système politique, de l'éducation, de la famille, de la sexualité, etc. C'est l'époque de Mai 68 en France, des manifestations monstres à Washington contre la guerre au Viêt-nam, et du terrorisme urbain des Black Panthers et des Weathermen.

Au Québec, les réformes infrastructurelles du début des années soixante suscitent beaucoup d'espoir, non seulement chez les technocrates, mais aussi au sein de la population et des groupes populaires des zones urbaines. Dans le cadre d'une «guerre à la pauvreté en société d'opulence», menée à la grandeur de l'Amérique du Nord, les tenants de la Révolution tranquille promettent beaucoup et créent de grandes attentes. Mais au milieu de la décennie le pouvoir politique commence à appliquer les freins et à manifester assez clairement son intention de ralentir le rythme des réformes. Tous ceux qui, surtout au bas de l'échelle sociale, attendent encore leur tour et constatent que le train va les laisser sur le quai commencent alors à s'organiser et à manifester leur ferme intention de forcer les réformes si on ne veut pas les leur donner.

Les comités de citoyens, qui font leur apparition dans le sud-ouest de Montréal à partir de 1963, sont particulièrement typiques de cette évolution. Ils tentent de mettre en application deux mots d'ordre chers aux chantres de la Révolution tranquille, la société de participation et la revalorisation du rôle des simples citoyens. Mais ils s'aperçoivent vite que les résultats concrets sont bien minces à cet égard, que la volonté politique fait défaut et que les différents paliers de pouvoir, derrière des discours bienveillants et un simulacre de consultation, ne s'intéressent pas vraiment à leurs besoins ni à leurs avis. Les comités de citoyens et autres formes d'organisations politiques se multiplient après 1965 — à Montréal et ailleurs — au même rythme qu'ils se politisent et radicalisent leur discours, notamment sous l'influence des ani-

mateurs sociaux. À Montréal, ce mouvement conduit à la création du Front d'action populaire (FRAP), qui se transforme en parti lors des élections municipales d'octobre 1970. Comme on le sait, le FRAP sombre corps et biens sous le coup de la grande peur d'Octobre et ne lui survit pas.

La radicalisation des groupes populaires est intimement liée à celle du mouvement syndical. Constatant qu'elles n'ont plus le monopole de la contestation populaire et ne voulant pas être en reste, les centrales syndicales sont bien décidées à se mettre au même diapason. À ses congrès de 1966 et de 1968, la CSN entame un virage idéologique et stratégique qui conduira à l'élaboration d'un nouveau projet de société. L'ouverture d'un «deuxième front», dont le Conseil central de Montréal (CCSNM) se fait le porte-flambeau, entraîne la centrale dans le champ de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs hors de l'entreprise. À la FTQ, le président Louis Laberge prêche déjà la nécessité de faire cause commune avec les «sans-voix» de la société. De son côté, la CEQ sort d'un long sommeil corporatiste pour adopter un point de vue nettement plus contestataire. La syndicalisation des secteurs public et parapublic et l'avènement de l'État-employeur amènent le mouvement syndical à entamer une analyse dénonçant de plus en plus durement le rôle de juge et partie joué par l'État dans les relations de travail.

Parallèlement, à la fois cause et conséquence de ces développements, les relations de travail se tendent à partir de 1965 et les grèves se font plus âpres et plus nombreuses. Par suite de la syndicalisation des secteurs public et parapublic, le membership syndical s'est modifié. Il est plus jeune, plus instruit, plus exigeant. Le ralentissement de la croissance économique après 1967 et la hausse marquée du chômage, particulièrement chez les jeunes, viennent nourrir à leur tour le mécontente-

ment ouvrier et alimenter le discours radical des militants. La moyenne des arrêts de travail entre 1966 et 1970 est deux fois plus élevée que celle de la période 1961-1965¹⁰. La deuxième moitié de la décennie est ponctuée de longs et violents conflits, tels que celui de la Seven-Up (treize mois en 1967-1968); certains vont même jusqu'à ébranler les bases du pouvoir, comme la grève des policiers de Montréal en octobre 1969.

Au même moment, une vague de contestation sans précédent déferle sur les campus des cégeps et des universités. Les étudiants se politisent et appuient les luttes populaires et ouvrières. L'agitation étudiante atteint un sommet à l'automne 1969. De même, la ferveur nationaliste est à l'origine de nombreuses manifestations publiques; plusieurs, dont le «Samedi de la matraque» en 1964 et la Saint-Jean en 1968, sont réprimées durement. La publication en 1968 des inégalités «ethno-économiques» cruellement mesurées par la Commission Laurendeau-Dunton — que chacun avait déjà pu constater d'une manière ou d'une autre et qui seront reprises sous une forme imagée dans le fameux manifeste d'octobre 1970 — accentue encore davantage chez plusieurs francophones le sentiment d'injustice.

En 1969, c'est la question linguistique qui canalise la mobilisation, alors que l'on réclame la francisation de l'université McGill («opération McGill français»), que francophones et italophones en viennent aux coups à Saint-Léonard et que le «bill» 63 déclenche une vague de débrayages dans les écoles et de manifestations à la grandeur du Québec. La violence souvent éclate lors de ces manifestations, et les policiers, débordés par cette vague apparemment irréprensible, ont la matraque de plus en plus lourde.

10. Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal, 1989, p. 447.

De son côté, le FLQ accentue son action en 1969 et 1970. Les bombes en appui aux grèves et à la lutte nationaliste se multiplient à la fin de la décennie. De même, les membres du mouvement clandestin participent activement au mouvement de contestation, parfois à titre d'initiateurs ou d'organiseurs. Il nous faut d'emblée rejeter cette image du FLQ comme étant un corps artificiel et étranger à la société québécoise de l'époque. Le FLQ n'est en somme que la branche radicale et armée d'un mouvement généralisé d'opposition à l'autorité qui ébranle le Québec et l'Occident; tant du point de vue idéologique que stratégique il est lié à ce mouvement. Il apparaît que, quoique très marginal quant au nombre, le FLQ représente en fait une partie de nous-mêmes et résulte des tensions que vivait alors la société québécoise.

Les événements d'Octobre 1970 s'inscrivent donc chronologiquement dans une conjoncture de durcissement croissant des rapports sociaux, dont ils constituent l'aboutissement. Ils closent une période en même temps qu'ils en ouvrent une autre. En fait, j'ai de plus en plus la conviction que l'aventure de la Révolution tranquille ne se termine pas par la victoire de l'Union nationale en 1966, ni par la mort de Daniel Johnson en 1968, ni par l'arrivée des libéraux de Robert Bourassa au pouvoir en avril 1970, mais bien par les événements d'Octobre 1970. Cette conjoncture peut non seulement nous aider à comprendre comment le Québec en est arrivé à vivre de tels événements, mais elle explique aussi l'évolution du FLQ lui-même.

Le FLQ: la révolution sociale autant que nationale

Les deux cellules felquistes qui ont provoqué la crise d'Octobre résultent de l'aboutissement de la longue évolution du mouvement clandestin dont elles se récla-

maient¹¹. Il faut d'abord mettre de côté l'image d'un FLQ monolithique et centralisé. À la limite, on pourrait même parler *des* FLQ et non *du* FLQ. Dès le départ, le mouvement se compose de réseaux (ou cellules) plus ou moins étanches et aux idéologies souvent différenciées et parfois même divergentes. Ainsi Marc Laurendeau y distingue cinq courants de pensée, du courant purement nationaliste à la tendance marxiste orthodoxe¹². De même, certains réseaux se consacrent à l'action, d'autres à la théorisation, certains se mettent en évidence et font beaucoup parler d'eux, d'autres sont plus discrets et moins connus du public.

Bien qu'à leurs débuts les premiers réseaux mettent davantage l'accent sur la question nationale et l'indépendance politique, on constate que dès le premier communiqué, en mars 1963, l'idée de révolution sociale est évoquée, quoique sous une forme rudimentaire. Mais les premiers felquistes étaient des indépendantistes en voie de devenir des marxistes. L'arrivée de Pierre Vallières et de Charles Gagnon dans le mouvement, en 1965, marque un tournant décisif dans cette évolution. L'analyse s'affine et le lien entre l'exploitation sociale et l'exploitation nationale est dorénavant clairement identifié. L'indépendance politique, toujours indispensable, n'est plus considérée comme une fin en soi, mais comme un moyen de transformation de la société dans le sens d'une libération des travailleurs de l'exploitation du capital, en bonne partie étranger.

À la fin des années soixante, il ne s'agit plus de libérer les Québécois dans leur ensemble, mais bien les travailleurs québécois, dont on s'est progressivement rapproché avec les années pour en épouser totalement la cause. En octobre 1970, le FLQ se définit dans son manifeste

11. Pour cette section, voir Jean-François Cardin, *op. cit.*, p. 10-20.

12. Marc Laurendeau, *Les Québécois violents*, Montréal, Boréal Express, 1974, p. 79-89.

comme un «regroupement de travailleurs québécois» et c'est à la classe ouvrière qu'il entend s'adresser. Cette évolution n'a rien d'artificielle. Après 1968 s'opère un renouvellement du personnel au sein du mouvement; celui-ci ne recrute plus seulement des étudiants et des intellectuels, mais aussi de simples travailleurs ayant parfois fait leurs armes sur le terrain des luttes populaires et syndicales. Et force nous est de constater que ceux qui ont fait Octobre 1970 provenaient de milieux ouvriers et n'avaient rien de l'étudiant bourgeois ou du théoricien de gauche auxquels on les a parfois associés. Avant de devenir chauffeur de taxi, Marc Carbonneau avait essayé sans succès de «rentre le syndicat» dans une manufacture de sacoche où il travaillait. Francis Simard était apprenti électricien, Paul Rose éducateur en enfance inadaptée, et son frère Jacques mécanicien. Le seul étudiant universitaire était Nigel Hamer, un anglophone de McGill...

La révolte des felquistes d'Octobre ne venait pas des livres, mais de leur vécu. Ils n'avaient rien de l'intellectuel désincarné et cela explique peut-être pourquoi c'est précisément ce groupe qui est passé à un stade d'action plus radical. Le cliché d'un FLQ composé d'individus étroitement nationalistes et anglophobes, de jeunes écervelés enflammés par les luttes de libération du tiers-monde ne tient pas. L'évolution idéologique du FLQ a tout simplement suivi celle d'une partie de la population québécoise au cours des années soixante, et il en représentait la frange la plus radicale.

L'hypothèse de la répression de la gauche nationaliste

Aux yeux de la gauche nationaliste, principale victime de la Loi des mesures de guerre, il ne faisait aucun doute que les autorités de l'époque avaient profité de la crise d'Octobre pour opérer un «grand ménage» dans

leur rang et mener un règlement de compte. Qu'en est-il réellement? Nous ne saurons sans doute jamais avec certitude la nature exacte des intentions de ceux qui ont ordonné les arrestations massives, mais nous pouvons néanmoins réunir certains indices concernant leur état d'esprit lors des événements et, plus important encore, évaluer leurs gestes en fonction des données connues. Il est en effet plus pertinent en histoire de considérer les acteurs historiques à partir de leurs gestes que de leurs intentions¹³.

À postériori, les faits montrent que le fédéral a frappé avec excès, compte tenu de la menace réelle. On peut toujours comprendre que le gouvernement ait fait venir l'armée pour surveiller les édifices publics et soulager ainsi les policiers d'une charge qui pouvait ralentir leurs enquêtes. Mais la suppression des libertés civiles — en particulier de l'habeas corpus — est d'une toute autre nature et demande des gouvernements qui l'utilisent une prudence et un doigté sans lesquels l'expression «régime démocratique» n'a plus de sens. Ce sont les abus, facilement justifiables en temps de crise aiguë, qui sont alors à redouter. Et le cabinet Trudeau, à l'instar d'autres exécutifs fédéraux à d'autres époques¹⁴, n'a pas résisté à la tentation d'user de pouvoirs énormes qu'il s'est lui-même attribués et qui, en d'autres pays, seraient jugés dictatoriaux. En octobre 1970, il y eut près de 500 arrestations pour un total d'environ 35 felquistes. Il y eut aussi 4 600 perquisitions avec saisie. Cette «erreur de jugement» ne doit pas être imputée au seul zèle des policiers puisqu'au départ ce sont les autorités politiques qui leur ont donné carte blanche.

13. Pour cette section, voir Jean-François Cardin, *op. cit.*, p. 102-118

14. Pensons aux événements de mars 1918 à Québec, où l'armée canadienne tira sur la foule anticonscriptionniste, ou encore à l'attitude disgracieuse du gouvernement Mackenzie King envers les citoyens d'origine japonaise durant la Seconde Guerre mondiale.

Voyons comment les autorités en étaient venues à se conditionner au point de perdre contact avec la réalité. L'exaspération et l'inquiétude des autorités politiques face à la montée de la contestation populaire et à l'escalade des actions du FLQ évoquées plus haut sont croissantes en 1969-1970. Les différentes manifestations de l'automne 1969 — en particulier la grève des policiers de Montréal, au cours de laquelle la ville est pendant quelques heures la proie des vandales — impressionnent vivement l'administration Drapeau-Saulnier. Celle-ci est un an plus tard un des tenants les plus ardents de la ligne dure. Pour Jean Drapeau, les enlèvements du FLQ n'étaient ni plus ni moins que le signal de départ de la révolution, et toute répression était dès lors justifiable.

De son côté, le gouvernement fédéral se préparait de longue date à une confrontation possible avec les terroristes. Dès 1964, le fédéral met sur pied un service de renseignements sur le terrorisme. Le séparatisme est alors jugé aussi dangereux pour la sécurité du pays que le communisme. Une subtile confusion s'établit dès lors entre le séparatisme et le terrorisme. En 1967, le séparatisme devient «une grande menace politique». À la fin de 1969, un rapport de la GRC sur le séparatisme ne distingue aucunement entre les groupes légaux et illégaux: le PQ figure sur la même liste que le FLQ. En mai 1970, la possibilité d'un recours à la Loi des mesures de guerre est sérieusement envisagée dans l'éventualité d'une insurrection appréhendée. Parallèlement à cet invraisemblable conditionnement des esprits au sein du pouvoir fédéral — par lequel, consciemment ou non, on fait une lecture faussée des rapports entre le vaste mouvement souverainiste légal et les quelques terroristes — la surveillance et le harcèlement des groupes nationalistes de gauche par les policiers s'accroissent après 1968. Dans ces conditions, où les esprits étaient passablement échauffés chez nos gouvernants, l'hypothèse selon la-

quelle les événements d'Octobre 1970 fournissaient une occasion en or pour remettre à sa place cette opposition nationaliste nouveau genre acquiert du poids. Pour faire accepter leur analyse de la situation par l'opinion publique, certains ministres et porte-parole gouvernementaux, dont Jean Marchand, font des déclarations alarmistes, faussant plus ou moins subtilement les informations reçues de la police¹⁵.

Dans son ouvrage sur la crise d'Octobre, publié en mars 1971, Gérard Pelletier, membre du cabinet Trudeau à l'époque, explique que l'escalade de la contestation à la fin des années soixante a été un des éléments qui a conduit le fédéral à appliquer la loi d'urgence¹⁶. Il existait, estime-t-il, un réel danger d'insurrection, non pas de la masse, mais des sympathisants plus ou moins actifs du FLQ, notamment chez les étudiants radicaux. Le gouvernement, dit-il, ne pouvait savoir combien de ces sympathisants étaient prêts à passer à l'action et c'est pourquoi il a fallu ordonner une vague d'arrestations préventives. Si en octobre 1970 ce raisonnement pouvait paraître vraisemblable, il est surprenant toutefois que l'ex-ministre continuât à le défendre en mars 1971, alors que la quasi-totalité des personnes arrêtées avaient été relâchées sans que la justice ait pu rien leur reprocher. La suite des événements a donné raison à ceux qui avaient jugé excessif le geste du fédéral.

De même, l'approbation tacite de la population aux mesures de guerre, bien conditionnée par des médias dont le manque de discernement aura servi autant les

15. Il faut lire, par exemple, cette pièce d'anthologie que constitue le discours prononcé par Jean Marchand aux Communes le 16 octobre; le FLQ y apparaît comme un modèle redoutable d'organisation et d'efficacité. Voir aussi les commentaires de Me Duchaine sur cette question (Me Jean-François Duchaine, *Rapport sur les événements d'octobre 1970*, 2^e édition, ministère de la Justice du Québec, 1981, p. 244).

16. Gérard Pelletier, *op. cit.*, p. 87.

intérêts des autorités que ceux du FLQ, ne saurait tenir lieu de justification. Tout au long des événements, des analystes et des observateurs ont constamment mis en garde le gouvernement contre la tentation de la politique du pire. Le journal *Le Devoir*, un de ces «bleeding hearts» ayant osé s'opposer à l'action du fédéral, écrivait le 22 octobre: «[...] on ne peut s'empêcher de penser, comme certains groupes l'ont manifesté, que la Loi [...] est un moyen disproportionné aux besoins du moment». Onze ans plus tard, au terme d'une analyse minutieuse du comportement des pouvoirs publics, Me Duchaine en arrivait aux mêmes conclusions. Selon le rapport Duchaine, les critères que la GRC surtout — et non les corps policiers québécois — avaient déterminés pour procéder aux arrestations ne se limitaient pas au FLQ et permettaient d'appréhender tout «individu susceptible de promouvoir publiquement la violence» et ceux «liés aux divers mouvements d'extrême-gauche au Québec»¹⁷. Pour Me Duchaine, et nous adhérons à ses conclusions, «la crise a servi de prétexte à une répression d'envergure» et la vague d'arrestations, «dans sa réalisation, [...] a constitué une manœuvre d'intimidation à l'égard de tous les groupements politiques québécois contestataires»¹⁸.

En mars 1988, la publication du journal personnel de l'ex-ministre du cabinet Trudeau, Don Jamieson, est venue enfoncer le dernier clou du cercueil de la thèse de l'insurrection appréhendée, défendue depuis toujours par le gouvernement de l'époque et ses représentants. Ces notes, rédigées dans le feu de l'action par un témoin de l'intérieur, témoignent qu'il n'y a jamais eu de preuves fermes d'insurrection au Québec en octobre 1970, et que les mesures de guerre ont plutôt été adoptées pour affirmer de façon dramatique l'ascendant du

17. Me Duchaine, *op. cit.*, p. 93-96.

18. *Ibid.*, p. 218.

jeune cabinet Trudeau sur une province devenue trop contestataire et nationaliste à son goût¹⁹. Le ministre Turner n'avait-il pas parlé d'une «érosion de la volonté» dans certains secteurs de la population qui refusaient la ligne dure? Le plus dramatique de toute cette affaire, c'est que ce geste inqualifiable a été commis non pas par le Canada anglais, mais par une cohorte des nôtres, bien décidés à faire partager leur analyse des événements et leur panique à l'ensemble de la population québécoise et canadienne.

La répression d'Octobre a-t-elle tué le terrorisme?

Il peut paraître tentant d'affirmer, surtout si l'on est responsable de la loi d'urgence et que l'on veuille cautionner auprès du public son application, que c'est l'attitude ferme des autorités et leur intransigeance qui auraient découragé toute nouvelle action des felquistes et tué, à plus ou moins long terme, le mouvement terroriste québécois. Les faits semblent en effet confirmer cette analyse puisque le FLQ n'a pas commis par la suite d'autres enlèvements ni d'autres actions d'envergure, et qu'il ne se manifeste plus après 1973.

Il faut d'abord comprendre que l'arrestation et la condamnation des membres de la cellule Chénier et l'expulsion vers Cuba des ravisseurs de Cross ne sont pas des résultats de la loi d'urgence ni des arrestations du 16 octobre. Outre les personnes emprisonnées ce matin-là, seul Pierre Laporte a eu à subir directement la ligne dure des autorités. La vingtaine de militants et sympathisants

19. Voir notamment: *Le Devoir*, 12 mars 1988; Jean-Claude Leclerc, «En cas d'urgence», *Le Devoir*, 14 mars 1988; Marc Laurendeau, «Le coup de force, selon Don Jamieson», *La Presse*, 14 mars 1988; Michel Roy, «Octobre 1970», *La Presse*, 14 mars 1988. De même, en août 1989, plusieurs conférenciers au 14^e Congrès international d'histoire militaire, tenu à Montréal, arrivaient aux mêmes conclusions.

felquistes arrêtés lors des événements l'ont été à la suite d'enquêtes policières courantes. D'autre part, bien que désorganisé à cause d'Octobre, le FLQ ne disparaît pas pour autant, deux cellules seulement ayant été démembrées. Dès le début de novembre 1970, une nouvelle cellule, la cellule Information Viger, fait son apparition. En 1971, la GRC convient elle-même que le mouvement clandestin est «sans doute plus dangereux maintenant qu'avant la Crise»²⁰. Et c'est parce qu'il est convaincu que le FLQ n'est pas disparu avec la crise d'Octobre que le cabinet fédéral approuve la réalisation par sa police d'une kyrielle d'opérations, dont certaines, illégales, visent à infiltrer et déstabiliser le FLQ et même, dans certains cas, le PQ.

Malgré l'offensive policière, le FLQ est toujours très actif en 1971 et 1972. De nouveaux réseaux sont constitués. On ne saurait certes parler d'actions d'éclat, mais un nombre relativement élevé d'opérations sont menées: vols de banque, attentats à la bombe (dont certains reliés à des grèves en cours), publication de communiqués et de journaux de propagande, etc. En fait, comme c'est souvent le cas dans ce genre de mouvement, la répression en octobre 1970 et au cours des mois qui suivent affermit la conviction des militants et décide même plusieurs à venir les rejoindre²¹. Bien que l'on doive convenir que les États ne peuvent rester passifs face au terrorisme, force nous est de constater que l'on ne tue pas une idée par la répression. De ce point de vue, la crise d'Octobre 1970 elle-même est en partie le résultat de la violence policière qui prévaut à la fin des années soixante; chaque coup de matraque reçu au cours de manifestations comme celle de la Saint-Jean en 1968 affermissait davan-

20. Louis Fournier, *op. cit.*, p. 380.

21. Les chapitres 25 à 29 de l'ouvrage de Louis Fournier sont particulièrement éloquentes à cet égard.

tage la conviction des militants. De même, les syndicats, dont la frange radicale est visée par la vague d'arrestations, ne se laissent pas intimider par la répression. Au contraire, la crise d'Octobre 1970 accélère la radicalisation idéologique des centrales et favorise le virage nationaliste amorcé vers 1968-1969 dans le sens d'un appui de plus en plus clair au droit du Québec à l'autodétermination²².

Il est vrai qu'après Octobre 1970, l'infiltration du FLQ par des indicateurs, sa surveillance étroite par la police et le travail de déstabilisation des policiers aboutissent, cette fois, à l'arrestation de plusieurs «vrais» militants felquistes. Ces arrestations obligent certes le mouvement à une constante réorganisation mais ne seront pas la cause de son démembrement. La disparition du FLQ relève d'abord et avant tout de son évolution idéologique interne. Au début de la décennie 1970, le PQ, que les felquistes avaient jusqu'alors considéré comme un mouvement politiquement faible, marginal et «bourgeois», commence à s'affirmer comme le principal porte-parole d'une force indépendantiste en progression, qui rejoint un nombre croissant de gens venant de tous les horizons. Ce parti devient même un foyer de ralliement de militants des milieux progressistes et populaires, ce qui, d'ailleurs, n'est pas sans inquiéter son chef, René Lévesque. De même, certains secteurs du mouvement syndical se radicalisent tandis que les groupes de gauche deviennent moins marginaux et plus respectables, le tout dans un cadre d'action tout à fait légal. Cette évolution fait désormais du PQ et des autres organisations progressistes des outils viables pour un nombre croissant de militants du FLQ. La perspective d'un changement de la société québécoise dans le sens

22. Ces conclusions sont tirées de notre analyse de l'impact des événements d'Octobre sur le mouvement syndical québécois (Jean-François Cardin, *op. cit.*, chap. 5, p. 237-268).

du socialisme et de l'indépendance par les voies légales, impensable quelques années auparavant, devient une réalité. Comme le décrit Louis Fournier, un débat de fond sur ces questions se déroule au sein du mouvement clandestin à l'automne 1971²³. L'action terroriste, estimant plusieurs felquistes, nécessaire au début pour générer une prise de conscience, n'est plus requise; elle est devenue caduque en raison de l'évolution de la société québécoise. En 1972-1973, la question n'est plus tant de savoir s'il faut rompre avec la clandestinité et l'illégalité, mais bien de savoir ce qu'il convient de mener comme lutte légale. Ces débats provoquent une scission: certains militants se joignent à des groupes d'extrême gauche, tels que le groupe En Lutte fondé à la fin de 1972 par Charles Gagnon, un des leaders intellectuels du FLQ; d'autres, comme Pierre Vallières, voient l'indépendance comme la priorité et le PQ comme son principal véhicule, qu'il faut contribuer à rendre plus progressiste. Voilà comment le FLQ disparaît virtuellement après 1972. Il est donc mort «de sa belle mort», parce que ses militants estimaient que leur action ne répondait plus aux changements sociaux en cours.

Je n'ai jamais approuvé l'action terroriste du FLQ. Par ailleurs, je sais que, comme tout phénomène social, fût-il marginal, le terrorisme s'explique, qu'il naît et se développe dans un contexte et une conjoncture donnés. Il est le produit de l'histoire et, comme tout phénomène historique, il demande à être analysé objectivement. Ce bref bilan, qui met de côté les faits au profit de l'analyse de l'événement et de quelques questions qu'il soulève, n'est certes pas définitif. Il sera à refaire périodiquement, au fur et à mesure que les faits et témoignages entourant

23. Louis Fournier, *op. cit.*, p. 427 et suivantes.

cet épisode capital de notre histoire récente seront mieux connus. Mais au vingtième anniversaire des événements d'Octobre 1970, alors qu'ils redeviennent l'objet de nombreux commentaires et font ressurgir de vieux démons et d'anciennes passions, il importe plus que jamais de partir d'une analyse claire et précise du terrorisme québécois.

Jean-François Cardin prépare, au département d'histoire de l'Université de Montréal, une thèse de doctorat sur les travailleurs montréalais de la métallurgie durant la guerre et l'après-guerre.